

qui permettra aux députés de nous faire connaître leurs vues, avant le budget, et je tiens à l'en féliciter.

La même chose: par exemple, nous aurons un débat très bientôt dans cette Chambre sur le rôle de nos forces de maintien de la paix dans l'ancienne Yougoslavie parce que, comme vous le savez, nous aurons à prendre une décision difficile, puisque les mandats devront être renouvelés dans les mois de mars et avril. Et je voudrais que les députés puissent s'exprimer en la matière.

[Traduction]

Je veux que les députés puissent débattre de cette question, y compris ceux de mon parti. Je souhaite que tous puissent s'exprimer franchement de sorte que nous puissions ensuite prendre une décision en connaissance de cause. Contrairement à ce qui se fait habituellement, les députés de mon parti pourront adopter une position qui n'est pas en accord avec la décision que nous préconiserons. Par la suite, en tant que société démocratique, nous devons toutefois respecter la décision de la majorité. J'espère que les partis d'opposition réaliseront la chance extraordinaire qu'auront les députés de pouvoir exposer leur opinion avant que nous ne prenions une décision. Je sais, par expérience, que c'est un travail ingrat d'être dans l'opposition et je ne veux pas y retourner.

Je veux entendre d'abord les députés. Évidemment, ils formuleront des critiques par la suite, mais nous pourrions comparer leur premier et leur deuxième discours.

[Français]

Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de nos efforts pour rapprocher le gouvernement de la population, pour rétablir entre eux des liens de confiance.

● (1645)

Un gouvernement doit agir pour le bien de tous les membres de la société. C'est surtout en relançant l'emploi et la croissance et en créant des débouchés qu'il faut le faire.

[Traduction]

La politique économique de notre gouvernement peut se résumer en deux mots: emploi et croissance.

Durant ce débat, le président du Conseil du Trésor parlera du programme national d'infrastructure. Le ministre de l'Industrie donnera des précisions sur la politique gouvernementale à l'égard des petites et moyennes entreprises. Le ministre du Perfectionnement des ressources humaines parlera du Service jeunesse et des programmes qui faciliteront la transition du milieu scolaire au marché du travail. Le ministre des Finances a commencé des consultations d'un océan à l'autre avant la présentation du budget le mois prochain. Il s'est engagé à relancer l'économie et à créer des emplois.

En comprimant les dépenses et en favorisant la croissance économique, nous réussirons à réduire le déficit. Nous sommes déterminés à atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé, celui de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB.

### L'Adresse

Nous ne mettrons pas les gens au chômage simplement pour pouvoir dire que le déficit a baissé. À notre avis, la députée de Madawaska—Victoria a expliqué cela très clairement hier, en des termes que nous comprenons et auxquels nous souscrivons, comme une partie des députés d'en face d'ailleurs. Elle a dit, et nous devrions nous souvenir de ses paroles, qu'un gouvernement au régime n'est pas forcément un gouvernement méchant.

En fait, notre politique économique est fondée sur la nécessité de préparer les Canadiens aux perspectives que les années 1990 et le XXI<sup>e</sup> siècle présenteront au chapitre de l'emploi et sur le plan économique.

Nous investirons dans des programmes visant à améliorer la formation des Canadiens et à accroître leur taux d'alphabétisation ainsi que leurs autres compétences de base.

[Français]

Notre programme de création d'emplois et de relance économique est ambitieux. Mais, tout le monde le sait, nos ressources sont limitées. Un gouvernement ne saurait tout faire. Et en 1994, il ne doit pas essayer de tout faire. C'est pourquoi, pour stimuler la croissance et l'emploi, notre mot d'ordre sera le partenariat.

Nous travaillerons en partenaires avec les autres ordres de gouvernement dans notre programme d'infrastructure, la réduction des entraves au commerce interne, le remplacement de la TPS et la réforme de nos programmes sociaux.

Nous travaillerons en partenaires avec le secteur privé à l'égard des programmes de formation et du Service jeunesse, et pour aider—et cela est très important—les institutions financières à mieux comprendre les besoins en capitaux des petites et moyennes entreprises et à mieux y répondre.

[Traduction]

Nous travaillerons aussi en partenariat pour renforcer le tissu social du Canada.

Notre première priorité sera d'ordre économique, mais une économie forte n'est pas une fin en soi. C'est plutôt un moyen de réaliser un objectif, celui d'améliorer la qualité de vie des Canadiens dans un milieu tenant compte de leurs besoins. Voilà ce à quoi aspirent les Canadiens.

Le régime de sécurité sociale du Canada est l'oeuvre de différents gouvernements fédéraux qui se sont succédé. Le principe du partage de la responsabilité sociale est la pierre angulaire de notre philosophie. Nous sommes très fiers de ce que les libéraux ont légué au chapitre de la politique sociale. En fait, le père de l'actuel ministre des Finances a été l'un des pères de ce grand régime social. Il m'a été donné de voter sur bon nombre de ces mesures.

● (1650)

Nous croyons qu'il faut soutenir par l'aide sociale le revenu de ceux qui éprouvent des difficultés économiques. Mais nous avons comme objectif d'aider les assistés sociaux qui sont en mesure de travailler à s'arracher à la dépendance pour participer pleinement à la vie économique et sociale du Canada.

[Français]

Nous savons que les sans-emploi ne veulent pas être en chômage. Les Canadiens souhaitent gagner leur vie honorablement.